

L'économie populaire des récupérateurs vendeurs

Accueil > Actualités & Agenda > Actualités >

f PARTAGER PARTAGER

Connus sous le nom ancien de chiffonniers, les récupérateurs vendeurs ne répondent pas simplement à une économie de survie, mais sont devenus les indicateurs d'un enjeu socio-économique sur les questions de croissance / décroissance. Nous pourrions dire autrement qu'ils sont les marqueurs d'une tension entre deux conceptions de l'économie et du développement territorial : une économie populaire s'appuyant sur un développement endogène du territoire à partir de ses propres ressources répondant aux besoins des couches sociales les plus défavorisées et une économie productiviste déterritorialisée dont les critères de rentabilité financière participent très peu au développement du territoire ou ne permettent pas l'inclusion de cette partie de la population dans les dynamiques de développement.

Article rédigé par Hughes Bazin [1]

Qui sont les biffins récupérateurs vendeurs ?

Les travailleurs des déchets occupent une fonction historique à travers la récupération des objets délaissés dans les poubelles et autres rebus de la société de consommation. C'est le déplacement des chiffonniers à la fin du XIX^e siècle du centre vers les portes de Paris qui est à l'origine des [Puces](#), aujourd'hui occupées par les brocanteurs et les antiquaires, devenues première attraction touristique de la capitale. La mécanisation de la récupération des déchets et les politiques hygiénistes ont repoussé l'activité de la biffe à la marginalité et au mépris. Considérés comme vendeurs à la sauvette, les biffins sont continuellement réprimés : descentes de police, amendes, confiscation des objets, coups et manques de respect.

Le marché informel des récupérateurs vendeurs se perpétue cependant dans les interstices entre les puces et les marchés populaires et ne cesse de grossir à la faveur des différentes crises économiques. Le terme biffin mot d'argot du XVIII^e siècle est alors réapproprié par les acteurs au milieu des années 2000, comme étendard d'une lutte pour faire reconnaître leurs activités économiques, légaliser les marchés et arrêter la répression.

« Les biffins répondent à un besoin vital d'une économie de subsistance et rendent aussi le service de proximité de revente d'objets usuels à laquelle ne peut répondre l'industrie manufacturée, imposant de racheter du neuf, obsolescence programmée oblige !

En 2009, les biffins regroupés dans l'association « Sauve-qui-peut » ont obtenu un « Carré » d'une centaine de places sous le pont de la Porte de Montmartre (Paris 18^e) gérées par l'association [Aurore](#). Ce n'est évidemment pas assez pour couvrir toute la demande parisienne. Se forge alors une culture de lutte, des luttes ordinaires de tous ceux qui se battent, tous les jours pour s'en sortir. Un second marché régulier a pu ainsi s'ouvrir à la Croix de Chavaux à Montreuil sous l'égide de l'association [Amélior](#).



Des Biffins à la porte Didot dans le 14^e arrondissement de Paris.

Un service de proximité à laquelle ne peut répondre l'industrie manufacturée

Les biffins répondent à un besoin vital d'une économie de subsistance et rendent aussi le service de proximité de revente d'objets usuels à laquelle ne peut répondre l'industrie manufacturée, imposant de racheter du neuf, obsolescence programmée oblige ! Les plus déshérités et même ceux qui ne le sont pas, trouvent sur ces marchés l'opportunité de se vêtir. Les déchetteries industrielles montrent ici leur inefficacité quant au tri et au réemploi des objets, fonctions premières des récupérateurs vendeurs.

Dans les marchés informels ouverts par les biffins sur la place publique de Paris et sa proche banlieue se joue dans la transaction bien autre chose que la vente et l'achat d'un objet. Ces micro-mondes de quelques rues et places, c'est un « Tout-Monde », c'est la société dans sa multitude et dans ses enjeux tant socio-économiques que politiques. Nombre de mouvements sociaux et même de révolutions de par le monde sont nés de l'injuste sort qui est réservé aux vendeurs de rue. Ils constituent un marqueur des rapports de domination. [2]

Mais les biffins ne sont pas que des travailleurs opprimés et méprisés. Ils ont su développer leurs propres ressources et capacités de résistance, notamment une intelligence sociale, celle des rencontres, des déambulations, de l'exploration et de la découverte qui constituent finalement la vie populaire avec ses ruses et ses astuces. C'est la culture de celle ou celui qui sait faire ces mille choses qui permettent de s'en sortir, de trouver à manger, un abri, de quoi se chauffer, qui sait ruser, jouer, déjouer, manipuler quand il faut.

La culture du geste comme patrimoine vivant

Nous pouvons dire à ce titre que la biffe est aussi une culture du geste et de la relation bien que les biffins aujourd'hui à la différence des communautés de chiffonniers d'hier, ne forment pas un groupe socioculturel homogène, et sont très différents dans leur parcours et leur motivation.

« rue populaire a toujours été porteuse de mouvements novateurs et émancipateurs, récupérés après-coup par l'industrie. Les récupérateurs vendeurs expérimentent les circuits courts (le « upcycling » : rien ne se perd, tout se transforme) bien avant que l'écologie et l'écodéveloppement deviennent à la mode.

Cette culture mériterait d'être défendue au titre d'un patrimoine vivant et immatérielle [3] reconnu par l'UNESCO. Il ne s'agit pas

simplement de préserver d'« anciens métiers », mais de maintenir une diversité culturelle propre à l'écosystème des villes. C'est « ces systèmes de valeurs et ces repères éthiques » qui permettent aux plus démunis de vivre et résister. Comparer les travailleurs du déchet à des « trésors vivants » serait non seulement une manière de combattre les préjugés en inversant les représentations négatives, mais aussi agir sur les structures symboliques qui fondent notre société, notre « imaginaire instituant ». Pour les Roms qui vivent en partie de la récupération et de la biffe et qui sont rejetés à la grande périphérie de Paris, expulsés en moyenne tous les six mois de leur bidonville, la culture autour du noyau familial devient la ressource principale pour résister. D'autres biffins sont dans la rue parfois depuis l'adolescence, c'est aussi une culture de rue qui permet de tenir au jour le jour malgré la rudesse et la violence de l'environnement.

Ce qui peut s'apparenter au désordre n'en est pas moins l'expression même de la vie qui se régule en écosystème derrière ces « marchés sauvages ». La rue populaire a toujours été porteuse de mouvements novateurs et émancipateurs, récupérés après-coup par l'industrie. Les récupérateurs vendeurs expérimentent les circuits courts (le « upcycling » : rien ne se perd, tout se transforme) bien avant que l'écologie et l'écodéveloppement deviennent à la mode. Bien que précurseur, les biffins sont rarement reconnus dans cette fonction d'innovation sociale. Leur créativité populaire faite d'expérimentation pragmatique n'apparaît pas légitime face à une « classe créative » qui gouverne selon une logique technicienne l'aménagement du territoire.



Des biffins à la porte Montmartre.

Les programmes de réhabilitation urbaine évoquent une « reconquête du territoire », pourtant la rue n'est pas un lieu vide ou mal famé, c'est l'espace de tous où se négocient les maîtrises d'usages entre piétons, commerçants, riverains, etc. L'espace public et son utilisation se définissent à travers les enjeux de pouvoir socio-économiques. La séparation du commerce populaire et de l'espace public est relativement récente dans l'histoire de la ville. Elle est encore inexistante dans bien des pratiques populaires : quand espace professionnel et espace public s'entrecroisent, un espace se définit, appropriable par chacun selon ses besoins professionnels. Le droit à une « pratique populaire de l'espace » serait reconnaître cette maîtrise d'usage au rez-de-chaussée des villes nourrissant les cercles de proximité et les innovations en réponse aux besoins sociaux.

La reconnaissance d'une économie populaire

Cela ne fait pas pour autant de la récupération-vente une économie « souterraine » ou une économie « grise ». La notion d'« informalité » permet mieux de comprendre certains phénomènes difficilement appréhendables à partir d'autres registres professionnels. Le travail informel désigne ces activités qui se situent en dehors du champ réglementé et formalisé du point de vue fiscal et social ; il se caractérise par une facilité d'entrée, une faible séparation entre travail et capital, une utilisation intensive de la main-d'œuvre et une division minimale du travail. Cette approche de l'informalité ne légitime pas un sous-prolétariat, mais cherche à dresser des passerelles dans la reconnaissance des récupérateurs vendeurs comme travailleurs.

☞ économie populaire désigne l'ensemble des activités économiques et des pratiques sociales développées par les groupes populaires en vue de garantir, par l'utilisation de leur propre force de travail et des ressources disponibles, la satisfaction des besoins de base, matériels autant qu'immatériels.



Présence massive de la police lors d'un marché des biffins à la Porte Montmartre dans le 18^e arrondissement de Paris.

Vers un développement endogène des territoires.

Alors, le secteur des déchets est-il un simple outil d'inclusion sociale ou réel vecteur de citoyenneté ? Par leur propre force de travail, leur capacité à s'auto-organiser, les ressources recyclables disponibles sur les territoires, les biffins développent une activité économique de proximité. Tout en satisfaisant leurs besoins de base, ils participent en outre à un système socioéconomique d'échange. Ils contribuent à travers des circuits-courts à réintroduire des logiques endogènes de développement territorial qui ne se limite pas à la biffe. En effet, une économie populaire peut prendre différentes formes : ateliers autogérés, groupe d'achat, échoppes fixes ou ambulantes, petites réparations, systèmes d'échange local, cuisines collectives, récolte des déchets et revente dans la rue ou au bénéfice de dispositif de récupération...

La notion d'économie populaire englobe ainsi tout en la dépassant l'économie informelle en l'intégrant dans un schéma de développement, elle ne se réduit pas à une économie de subsistance, mais ne valide pas non plus une économie productiviste qui conforte les inégalités et grossit cette main-d'œuvre surnuméraire précarisée ou exclue dans les périodes de récession. L'économie populaire désigne l'ensemble des activités économiques et des pratiques sociales développées par les groupes populaires en vue de garantir, par l'utilisation de leur propre force de travail et des ressources disponibles, la satisfaction des besoins de base, matériels autant qu'immatériels. Elle se distingue en cela d'une économie sociale institutionnelle pour rejoindre une économie solidaire [4] qui recherche le changement social, la démocratisation économique, l'intérêt général et le bien commun.

À quel modèle entrepreneurial de développement et de co-construction de la cohésion sociale cela correspond-il ? Peut-être la réponse est à trouver du côté des expérimentations sociales et du savoir pragmatique des acteurs populaires. Des études ont légitimé cette approche principalement en Amérique du Sud en correspondance avec la succession de crises entre les années 80 et 2000 comme l'Argentine, [5] la Bolivie [6] ou le Brésil [7] et rejoignent nos propos sur le principe d'une économie populaire et solidaire qui ne se concevrait pas comme une économie « sous-capitaliste » à intégrer ou réprimer, mais comme une alternative sociale, économique et écologique. À travers le cas des catadores au Brésil (coopérative, association, groupe informel de récupérateurs de matériaux recyclables organisés au sein de réseaux de récupération ou de mouvements [8]), se pose alors la question de l'institutionnalisation, à différents niveaux, des formes d'intégration de l'économie entre économie empirique et structure de marché.



Effectivement, l'économie populaire nous rappelle que l'économie comme « sphère autonome » est une fiction. Elle est encastrée (« embedded ») dans la société [9]. Pour acquérir une stabilité et un mode de régulation (réciprocité et redistribution), son institutionnalisation en tant que marché (offre, demande, prix) ne peut pas être séparée d'une structuration sociale et politique.

Nos travaux de recherche-action auprès des récupérateurs-vendeurs de rue en Île-de-France [10] soulignent en creux l'absence de connaissances et de reconnaissance en France sur ces formes d'auto-organisation [11]. Par leur propre force de travail, ces organisations de base autonomes, soucieuses d'une certaine justice sociale, comblent par l'innovation sociale l'absence de dispositifs et d'alternatives politiques. De même, la pratique populaire des espaces [12] est rarement abordée sous sa forme structurante, écosystémique de tiers espaces [13], par l'étude des pratiques de maîtrise d'usage sur les territoires. Notons cependant que les notions de bien des communs, d'économie des communs [14] ou encore d'économie contributive [15] ont resurgi ces dernières années permettant de dégager de nouvelles perspectives sur la question de la propriété, de la gestion collective des ressources et la pertinence d'une approche socioéconomique non évolutionniste de la pauvreté et des inégalités.

L'enjeu est donc de penser un pont, construire des médiations entre la sphère politique et la sphère économique. Ce déficit théorique est devenu de plus en plus sensible alors que les pratiques aujourd'hui nous indiquent que ces ponts existent dans la réalité où l'économie populaire sort de l'économie de survie pour légitimer un certain nombre de pratiques populaires en accentuant les formes de solidarité qui réinterroge les modèles de gouvernance à partir d'actions concrètes.

[1] Hugues Bazin, chercheur indépendant en sciences sociales, animateur du Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action

[2] On se souvient que la « Révolution de Jasmin » en Tunisie a pour origine la tentative de suicide par immolation, le 17 décembre 2010, dans la ville de Sidi Bouzid, d'un vendeur tunisien ambulant de 27 ans dont est confisquée la marchandise. Mort de ses blessures le 4 janvier 2011, il devint le symbole d'une génération désespérée face à un pouvoir corrompu.

[3] Ensemble des traditions ou pratiques sociales inscrites dans la vie quotidienne d'une communauté et soutenues par l'action de personnes ou institutions « dépositaires-relais » de la transmission qui caractérisent et construisent ainsi son identité culturelle. Le patrimoine culturel immatériel constitue un ensemble vivant et en perpétuelle création de pratiques, de savoirs et de représentations, qui permet aux individus et aux communautés, à tous les échelons de la société, d'exprimer des manières de concevoir le monde.

[4] Jean-Louis Laville (dir.), Économie solidaire, CNRS Éditions, 2011, - L'économie solidaire : Une perspective internationale, Fayard/Pluriel, 2013 - L'Économie sociale et solidaire. Pratiques, théories, débat, Points, 2016

[5] Maria Inés Fernandez Alvarez, "Desafíos de la investigación etnográfica sobre procesos políticos "calientes" (con)textos, Revista d'antropologia i investigació social, Universidad de Barcelona, Numero 4. 2010 pp. 80-89, - « La gestion du chômage défiée : les processus de « récupération » d'usines par les travailleurs en Argentine ». Revue Autrepart, Institut de Recherche pour le Développement, Paris, N 43, 3, 2007, pp. 11-24

[6] Isabelle Hillenkamp, « L'approche latino-américaine de l'économie populaire, les inégalités et la pauvreté », Revue de la régulation 2009

[7] Bosi, A.P., 2008, A organização capitalista do trabalho « informal » : o caso dos catadores de recicláveis. Revista Brasileira de Ciências Sociais, 23 (67) : 101-191 – Grange Z., 2010, De la marginalisation à la reconnaissance. L'émancipation des catadores dans un contexte sociopolitique en mouvement, Mémoire de Master recherche Anthropologie (dir. : M Soares), Université de Lyon

[8] MNRC — Movimento Nacional dos Catadores de Materiais Recicláveis 2010, Site oficial do MNRC. Disponível em <http://mncr.org.br/>

[9] Jérôme Maucourant et Sébastien Plociniczak, « Penser l'institution et le marché avec Karl Polanyi », Revue de la régulation No 10 | 2^e semestre / 2011,

[10] <http://recherche-action.fr/ruemarchandes/>

[11] Hugues Bazin, Stéphane Rullac, « Les biffins et leurs espaces marchands : seconde vie des objets et des hommes », Informations sociales no182, Paris : CNAF, 2014, pp.68-74.

[12] Thomas Sauvadet et al, Usages populaires de l'espace, Espaces et sociétés N° 144-145, Erès, 2011

[13] Hugues Bazin, « Les figures du tiers-espace : contre-espace, tiers-paysage, tiers-lieu », Revue Filigrane, Édifier le Commun, Ed numérique MSH Pairs-Nord, 2016.

[14] Riccardo Petrella, Le bien commun : Éloge de la solidarité, Page Deux, 1997 (Coll Cahiers libres), François Flahault, « Les biens communs vécus, une finalité non utilitaire », Développement durable et territoires, Dossier 10 | 2008,

<http://developpementdurable.revues.org/5173>

[15] <http://arsindustrialis.org/groupe-de-travail-sur-le-economie-de-la-contribution>

Nous contacter

Une Seule Planète / CRID
14 passage Dubail
75010 Paris
01 44 72 89 75
contact@uneseuleplanete.org

Nous suivre



Retrouvez les sites du CRID



Mentions légales